



Françoise Roche
Secrétaire Générale

5, rue Clisson 75013 PARIS
0684572075 / T F 0153940753
(FR41@wanadoo.fr)
snca.nat@free.fr
www.snca-nat.com



COMMUNIQUE

Mobilisations des 23 et 28 mars

Monsieur GALOUZEAU de VILLEPIN, Premier Ministre du gouvernement de la République, souffle le chaud et le froid avec une désinvolture peut-être aristocratique mais insupportable pour les jeunes préoccupés par leur avenir, pour leurs familles et pour l'ensemble des travailleurs. Un jour, il parle de « pédagogie » pour faire passer son CPE, clone du CNE, un autre que son CPE restera en l'état, un troisième que sa porte est ouverte, et ainsi de suite ...

Outre que ces fluctuations de langage sont peu à même de rendre crédible la parole du Premier Ministre, elles marquent quelle distance sépare celui-ci et ceux qui le soutiennent des réalités de la société française.

Madame PARISOT du MEDEF, elle, sait ce qu'elle veut : la disparition du *Code du Travail* à laquelle travaille directement ou indirectement bon nombre de politiques avec, en tête, les chefs de l'Exécutif, CHIRAC et VILLEPIN. Tous sont obsédés par la flexibilité du travail qu'ils espèrent atteindre par la précarisation du travail et la pression accrue qu'elle fait peser sur les salaires : ils ont à la fois une vision pessimiste de l'avenir et une conception égoïste de la société, les profits éhontés des uns les garantissant contre le spectre de la pauvreté réservée au plus grand nombre. Ils sont les « modernes » disciples de Malthus dont on ne peut dire qu'il avait une conception optimiste de l'avenir de l'humanité ! En matière économique et démographique les faits l'ont complètement démenti ; mais il a ses nostalgiques et ce sont eux qui mènent le monde !!!

Ce jour les lycéens et les étudiants manifestent pour le retrait du CPE. **Le SNCA e.i.L. leur apporte son soutien et leur souhaite le clair aboutissement de leur revendication.**

De même, le SNCA e.i.L. appelle les collègues des lycées et collèges à se mobiliser fortement pour la journée de revendication interprofessionnelle du 28 mars afin de faire cesser la course éperdue vers plus de précarité, de misère et d'angoisse pour les femmes et les hommes au travail.

Paris, le 23 mars 2006